



DÉCLARATION INTERSYNDICALE

CTR du 7 décembre 2021

Depuis de très nombreuses années les CTR Budget emplois à la DGFIP se suivent et se ressemblent, mais ce CTR du 7 décembre 2021 laisse un goût encore plus amer...

La crise sanitaire qui n'en finit pas, a remis en avant, si besoin en était, toute l'importance des services publics. En cette période de crise, la DGFIP a tenu un rôle majeur dans la continuité du service public. Le ministre de l'Economie, des Finances et de la Relance, a salué cette implication, qualifiant la DGFIP d'administration d'élite.

Les remerciements et éloges répétés à l'attention des personnels de la DGFIP étaient-ils annonciateurs d'un soudain intérêt vis-à-vis de notre administration qui, ne l'oublions pas a été « saignée » depuis plus de 10 ans de plus de 30 000 emplois supprimés ?

Ce fut probablement les effets de la stupéfaction qui ont conduit à des discours portant promesses sur un « monde d'après » différent, au « retour des jours heureux ».

Après de longs mois de crise, les élections présidentielles approchant, la surenchère aux suppressions de fonctionnaires est reprise de plus belle par des candidats déclarés ou potentiels.

Toujours considérés comme un coût, responsable de l'augmentation des dépenses et de la dette publique, le nombre de fonctionnaires reste visiblement la seule variable d'ajustement. Pourtant, la période que nous vivons n'a jamais mis autant en évidence le manque criant de personnels dans les différents champs de la fonction publique.

Pour Solidaires Finances Publiques, la CGT Finances Publiques, FO DGFIP et l'alliance CFDT/CFTC Finances Publiques, les suppressions d'emplois à l'ordre du jour de ce CTR sonnent comme une véritable provocation et sont indignes au regard des attentes et des droits des citoyens. Elles sont aussi indignes au regard des agents dont l'engagement et la conscience professionnelle ne suffisent plus à compenser le manque d'effectifs dans les services.

Les autres points à l'ordre du jour de ce CTR concernent encore et toujours des restructurations, qui détruisent le réseau de proximité de la DGFIP et ses missions. Ces réformes, contrairement à la publicité qui en est faite auprès des élus, des personnels et de la population, ne sont mises en place que pour regrouper les services et industrialiser les tâches en mode « gestion de la pénurie d'emplois ».

Pour Solidaires Finances Publiques, la CGT Finances Publiques, FO DGFIP et l'alliance CFDT/CFTC Finances Publiques, il est donc inenvisageable d'être associés de quelque façon que ce soit à ces politiques de suppressions d'emploi. Elles tiennent à le faire savoir en refusant de participer à ce énième CTR de réduction des moyens de la DGFIP.